Projet de motion relative à la situation financière des départements

Les groupes Radical et Apparentés et Tarn-et-Garonne en Commun s'inquiètent que les départements soient à la merci de l'État et du pouvoir central quant à leurs capacités financières.

Dernier levier fiscal à disposition du Département, la taxe sur le foncier bâti a disparu en 2021, remplacée par une compensation de TVA (Pour mémoire, 78.5 M€ avec une dynamique assise sur l'augmentation mécanique loi de finances (+3.4% en 2022), une augmentation dynamique des bases (des constructions nouvelles) et éventuellement, un effet taux en cas de besoins supplémentaires).

A ce jour, le Département ne dispose donc plus d'aucune autonomie fiscale. Seules quelques ressources nous procurent un semblant de dynamique telles que la taxe d'aménagement et surtout les DMTO (droits de mutation à titre onéreux).

Dès 2023, en année pleine, l'impact des mesures prises au niveau national vont peser sur les finances départementales : l'augmentation du point d'indice pèsera 1.5 M€, le Segur 2, 1.3 M€ ou encore la mise en œuvre de la loi Taquet représenteront 1 million d'euros supplémentaires.

A cela s'ajouteront des effets indirects tels que l'augmentation de la participation au SDIS, en fonctionnement et investissement à hauteur de 1 million d'euros (chiffres en cours de discussion) ou encore l'harmonisation du Rifseep (régime indemnitaire) des agents de catégories C chiffrées à ce jour entre 700 K€ et 1 millions d'euros aussi.

Côté ressources, si nous pouvons compter sur des dotations versées par l'Etat, elles ne sont pas pour l'instant, dans les discussions du PLF 2023, indexées sur l'inflation mais plutôt iso. Le reste de nos ressources est assis sur une dynamique atone (entre 0.5% et 1.5% selon les recettes et pour certaines liées à la conjoncture économique telles que la CVAE ou la TICPE qui durant la période Covid avait perdu 15% de rendement). La dynamique des ressources est donc essentiellement tirée par les DMTO qui ont gagné entre 2019 et 2021, près de 10 M€ pour atteindre 44.7 M€.

Pour mémoire, en 2014, nous étions à 20.5 M€. L'inquiétude sur les équilibres budgétaires du département provient donc de plusieurs facteurs :

- Une hausse importante des charges « imposées » par l'Etat et par effet cascade (SDIS notamment) non compensées financièrement en totalité ou en partie,
- Une incertitude sur le maintien dynamique de nos DMTO, liée à la fois au relèvement des taux d'emprunts et au resserrement de l'accès au crédit actuellement constaté,
- Un coût de financement plus important lié à la remontée des taux d'emprunts pour financer nos projets d'investissement.

Les deux groupes de la majorité départementale s'associent donc aux craintes exprimées dernièrement par les associations d'élus.

Demande que l'État assume ses responsabilités et respecte le principe de la libre administration des collectivités et recrée les conditions d'une confiance partagée afin que les départements redeviennent maîtres de leurs recettes.

José Gonzalez
président du Groupe Radical et Apparentés
Garonne

Dominique Sardeing
Présidente groupe Tarn-et-

en Commun